



**Comité européen
des régions**

Bruxelles, le *date de l'enregistrement officiel*

Emmanuel Grégoire, maire de Paris
Benoît Payan, maire de Marseille
Grégory Doucet, maire de Lyon
Guillaume Guérin, maire de Limoges
David Lisnard, Président de l'Association des Maires de France, maire de Cannes

Lettre ouverte: Solidarité européenne avec les maires de France à la suite des saccages du 17 octobre

Messieurs les Maires, Monsieur le Président de l'Association des Maires de France,

À la suite des saccages survenus le 17 octobre dans plusieurs villes françaises, je tiens à vous exprimer, au nom des membres du Comité européen des régions, notre profonde solidarité avec l'ensemble des maires et des collectivités de France touchés par ces événements.

Il est particulièrement regrettable que de tels actes viennent occulter le libre exercice de la démocratie, fragiliser le débat public et contribuer à un climat de haine et de défiance, à quelques mois d'une élection présidentielle française qui revêtera une importance déterminante non seulement pour la France, mais également pour l'avenir de l'Union européenne.

Cette solidarité avec les élus locaux ne saurait toutefois faire oublier la nécessité d'entendre les préoccupations exprimées par la jeunesse française. Ses attentes en matière d'avenir, de justice sociale, de perspectives économiques et de participation à la vie démocratique méritent une écoute attentive et un véritable dialogue. Ces aspirations font écho à celles de nombreux jeunes dans d'autres pays européens, confrontés eux aussi à des incertitudes et désireux de trouver toute leur place dans nos sociétés et dans la construction de l'avenir européen.

Il importe précisément que ces attentes légitimes puissent s'exprimer librement et être entendues dans le cadre d'un débat démocratique respectueux de chacun. Les violences et les dégradations ne sauraient se substituer à ce débat ni en occulter les enjeux essentiels. Il nous appartient collectivement de préserver les conditions d'un dialogue ouvert entre les générations, les citoyens et leurs représentants.

En tant que représentantes et représentants des collectivités territoriales de l'Union, les membres du Comité européen des régions sont profondément attachés au respect des institutions démocratiques, à la liberté du débat politique et à la possibilité, pour chaque citoyenne et chaque citoyen, de participer pleinement à la vie démocratique. Les maires sont en première ligne pour faire vivre ces principes au quotidien. Ils incarnent la proximité avec les citoyens, assurent la continuité des services publics et contribuent à préserver la cohésion de nos communautés.

Je tiens également à souligner que le malaise démocratique auquel nous assistons ne constitue pas une réalité propre à la France. Dans plusieurs États membres, les élus locaux et régionaux sont confrontés à une défiance croissante envers les institutions, à la polarisation du débat public et à des attentes sociales auxquelles les pouvoirs publics doivent apporter des réponses. Cette situation appelle une mobilisation collective à tous les niveaux de gouvernance, fondée sur l'écoute, le respect mutuel et le renforcement de la confiance entre les citoyens et leurs représentants.

À l'approche d'échéances électorales aussi importantes, il est essentiel que le débat démocratique puisse se tenir librement, sereinement et dans le respect des personnes comme des institutions. La vitalité de nos démocraties repose à la fois sur la capacité à entendre les aspirations des citoyens, notamment des jeunes générations, et sur la préservation d'un cadre démocratique dans lequel les désaccords peuvent s'exprimer sans violence ni intimidation.

Le Comité européen des régions se tient pleinement à votre disposition, ainsi qu'à celle de l'Association des Maires de France, pour envisager toute initiative de solidarité à l'échelle européenne. Nous serions heureux de contribuer, avec les collectivités françaises concernées et les réseaux européens de pouvoirs locaux et régionaux, à des actions communes visant à soutenir les élus locaux, à favoriser le dialogue avec la jeunesse et à renforcer la résilience démocratique de nos territoires.

Je vous prie de croire, Messieurs les Maires, Monsieur le Président, à l'assurance de ma considération distinguée et de mon plein soutien dans l'exercice de vos responsabilités au service de vos concitoyens.



Kata Tüttő
Présidente du Comité européen des régions